

**KARIM DJOUDI AU QUOTIDIEN D'ORAN :****«800 milliards de dinars circulent en dehors de la sphère économique»**

**Pas moins de 800 milliards de dinars circulent en dehors de la sphère économique. C'est le ministre des Finances qui a fait cette révélation hier dans les colonnes du Quotidien d'Oran.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Karim Djoudi a fait savoir que «souvent dans une économie, il y a ce qu'on appelle la circulation fiduciaire. Nous avons grossièrement chez nous à peu près 23% de la masse monétaire qui circule en dehors de l'économie» ajoutant que «ça doit faire à peu près un peu plus de 800 milliards de dinars. Dans les autres économies, on est à 12 ou 13%». Le ministre des Finances, répondant à une question relative aux opérations de change qui se font au vu et au su de tous à Port-Saïd, a estimé que «les opérations de change à Port Saïd sont illégales. Mais le taux de change à ce niveau est alimenté par des opérations fortement réduites. Il était alimenté surtout par les importations de véhicules d'occasion. C'est donc une portion très limitée des transactions qui se fait sur ce marché. Une portion qui doit évidemment rentrer dans la sphère légale. C'est sûr que ça échappe à l'Etat, ce sont des transactions informelles». Interrogé au sujet des risques qui pèsent sur

les placements de l'Algérie à l'étranger, il a répondu qu'ils étaient «nuls». M. Djoudi explique en effet qu'il faut savoir que les placements faits par l'Algérie à l'étranger sont effectués en valeurs d'Etat et non en valeurs privées, c'est-à-dire auprès du Trésor américain ou autre de la même monnaie. Le risque est donc nul parce que ce ne sont pas des risques de marché. Le désavantage, c'est que la rémunération est une rémunération faible parce que la différence entre un risque nul et un autre faible se traduit, dans ce cas, dans la prime de risque. En économie, l'actif est accompagné d'un couple rendement-risque. Plus le risque est fort, plus le rendement est fort. Et inversement. Mais bien que le taux de rendement des bons du Trésor américain ait encore baissé, ces placements assurent à l'Algérie des liquidités qu'elle peut placer ailleurs à tout moment. Elle en a d'ailleurs d'autres en euros, en yens et en livres sterling». S'étalant longuement sur la réforme des banques, le



**Le taux des transactions des cambistes est très réduit.**

ministre des Finances a estimé que c'est la prédominance du public qui fait que le niveau des services est jugé insuffisant par les opérateurs et les usagers des banques.

«Nous avons un système bancaire à dominante publique. En termes de points de vente, il s'est faiblement développé durant un certain nombre d'années qui fait qu'aujourd'hui vous avez à peu près une agence pour 28 000 habitants, la norme étant à peu près une

agence pour 5000 habitants. Ce qui fait que nous avons un nombre de points de vente qui est fortement insuffisant», dit-il, estimant que «pour ce qui est du retrait de liquidités, théoriquement, il n'y a pas d'obligations, il n'y a pas de règles en matière de limitation de retraits, il y a simplement une offre et des conditions de service qui peuvent différer d'une banque à une autre.

Théoriquement donc, les banques n'ont pas le droit

d'interdire aux clients de retirer plus de X montant». Au sujet des crédits, il dira que le taux des créances non performantes est de 35%. A côté de ces créances, la banque s'oblige à prendre toutes les garanties. Revenant sur le processus d'ouverture du capital du CPA, il a expliqué que «ce qu'il faut savoir, c'est que le CPA n'a pas été touché par la crise des subprimes mais nos partenaires étrangers si, parce qu'ils sont présents sur les marchés mondiaux. Nous savons du moins que certains d'entre eux allaient être sanctionnés par ces marchés. Et ce n'est que sur 2007 que les pertes vont être constatées et sur le 1er trimestre 2008 qu'il va y avoir transparence des comptes». Karim Djoudi, qui reconnaît que le marché boursier est quasi inexistant en Algérie, a cependant dit que «dans le reste du monde, quand les Bourses baissent, les économies sont bouleversées. Comme le financement de l'économie nationale par la Bourse est limité, tout mouvement opéré sur la Bourse n'a que peu d'impact sur l'économie réelle, c'est-à-dire sur les activités de production de

biens et de services des entreprises. Ailleurs, c'est différent. Le financement des économies par la Bourse est dominant. L'intérêt de la Bourse dans ce cas, c'est qu'elle permet d'assurer des mouvements de capitaux et de la transparence. Il faut aussi savoir que ces économies fonctionnent dans un contexte de liberté de mouvements des capitaux avec une convertibilité totale qui favorise une propagation transfrontalière des risques». Au sujet de la convertibilité du dinar, Djoudi a estimé que «nous sommes en régime de convertibilité courante de notre monnaie, ce qui signifie que toutes les transactions de biens et de services sont libres.

Pour que cette convertibilité soit totale, il y a à mon sens trois conditions fondamentales : il faut de bons indicateurs macroéconomiques, nous les avons mais il faut qu'ils soient confirmés sur une période beaucoup plus longue, sur plusieurs années ; il faut une plus grande diversification de nos revenus internes et externes et enfin une plus grande confiance dans la monnaie nationale».

N. I.

## **LES PROBLÈMES DES SERVICES ET LA TARIFICATION DE L'ÉNERGIE EN SUSPENS**

### **Notre accession à l'OMC conditionnée par davantage d'ouverture**

**L'Algérie, qui négocie son accession à l'OMC, «est assez en retard pour se permettre d'avoir une attitude timorée», selon le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson. Pour l'Union européenne qui soutient cette accession, notre pays doit s'ouvrir davantage et faire les efforts nécessaires» pour régler les problèmes en suspens» liés à la libéralisation des services et dans le secteur énergétique. Par ailleurs, l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union fonctionne imparfaitement et doit être revu avant 2010, selon cet officiel.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - En visite officielle en Algérie, le commissaire européen chargé du commerce, Peter Mandelson, a rencontré durant deux jours les représentants de l'establishment économique et commercial national. L'officiel européen a également rencontré le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, le ministre du Commerce, El-Hachemi Djaâboub, avant d'être reçu en audience par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. En marge de ces rencontres, le commis-

saire européen a, hier, à la résidence El-Mithak, animé une conférence de presse, conjointement avec le ministre du Commerce. Une occasion pour Peter Mandelson de se déclarer satisfait des réformes économiques en cours et d'affirmer qu'«à l'avenir, l'Union européenne fera encore mieux» dans son soutien à l'Algérie. Toutefois, notre pays doit, selon l'officiel européen, «saisir les opportunités qui s'offrent» au profit de son développement socioéconomique. Que l'Algérie profite au mieux de ses richesses pétrolières pour maintenir et booster la dynamique des réformes,



**Peter Mandelson satisfait des réformes économiques.**

avec «plus d'intensité et davantage de vitesse», et s'intégrer dans la mondialisation en cours.

Egalement, que notre pays œuvre à «construire son économie» et créer davantage d'emplois et de richesses. Mais aussi se départir des mentalités éculées et s'ouvrir davantage,

notamment en matière de services et dans le secteur énergétique. Ces deux sujets, les services et la question du transit et du double prix du gaz, restent des «problèmes non réglés» qui freinent encore l'accession de notre pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Une

accession souhaitée être conclue en 2008 et à laquelle l'Union européenne, selon son commissaire, apporte son soutien «très fort et continu» et apprécie les efforts accomplis par notre pays en ce sens. En relevant que des progrès ont été réalisés en vue de régler ces problèmes, qu'une «phase de clarification finale» est en cours et que la question de l'importation des véhicules usagés pourrait être résolue. En espérant que l'Algérie et l'Union européenne arrivent à signer un accord dans le cadre de l'OMC, les discussions se poursuivant à ce propos, et en précisant que sa visite vise à «poser les jalons d'une bonne coopération» à même de régler ces questions. Néanmoins, l'Algérie est assez «en retard pour se permettre d'avoir une attitude timorée», selon Peter Mandelson qui a appelé notre pays à afficher une réelle détermination en vue

de son adhésion à l'OMC et à en faire «une question clé». «Il n'y a pas de solution magique. Il faut faire des efforts nécessaires», dira-t-il.

Mais aussi, selon lui, savoir «saisir les opportunités» qui s'ouvrent à l'Algérie grâce à la libéralisation des services, en termes de transfert de technologie et création d'emplois. A propos du partenariat algéro-européen, le commissaire européen a estimé que l'accord d'association, entré en vigueur en 2005 et visant la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2017, «n'est qu'une base, une bonne base» pour le développement des liens économiques bilatéraux. Tout en affirmant : «Je ne crois pas qu'il (cet accord) fonctionne suffisamment bien» dans l'intérêt de l'Algérie, Peter Mandelson a précisé qu'il faudra revoir et réviser cet accord avant 2010.

C. B.